

Fukushima dans un silence maudit (15/11/2013)

Kolin Kobayashi

Situation de Fukushima-Daiichi

D'abord, je vais vous parler brièvement de la situation actuelle de Fukushima-Daiichi.

Aujourd'hui encore, une fuite radioactive de 10 millions de Bq/h de césium, notamment, se répand toujours dans l'air. D'après Tepco, depuis le jour de l'accident jusqu'à maintenant, la quantité totale de césium rejeté est de 20 mille milliards de Bq, les rejets radioactifs vers la mer sont de 20 milliards de Bq/jour. Mais le responsable de l'Agence météorologique le rectifie en précisant que les rejets (césium 137, strontium 90 et de tritium) vers la mer sont plutôt de l'ordre de 60 milliards de Bq/jour, compte tenu des récentes fuites d'eaux contaminées. Maintenant, tous ceux qui suivent les informations d'un peu près peuvent comprendre qu'il est impossible de gérer les eaux contaminées. Puisque chaque jour plus de 300 tonnes d'eaux contaminées fuient vers la mer. Tepco savait qu'il y avait déjà de l'eau souterraine qui passait sous le site. Tepco savait qu'il fallait prendre des mesures efficaces, dès l'accident. Les mesures prises par Tepco dans la première période post-accidentelle concernant les eaux contaminées, qui prévoyaient des dégâts causés par d'éventuels typhons, ont été très mal conçues. D'une part, Tepco n'a pas voulu dépenser 76 millions d'euros (10milliard de yens) pour créer un mur de protection étanche pour dévier ces eaux souterraines loin du site. D'autre part, la fondation des réservoirs est mal faite et les réservoirs eux-mêmes ont été mal construits, avec des matériaux inadaptés, dans la précipitation, et résultat, il y a chaque jour des fuites à colmater. Le Japon subit presque toutes les semaines des tremblements de terre. Plusieurs réservoirs risquent de s'effondrer lors d'un prochain séisme et de répandre leur contenu très contaminé. Après le passage de plusieurs typhons, les eaux contaminées ont débordé. Il semblerait que les autorités japonaises songent à jeter ces eaux contaminées à la mer.

Un autre problème concerne le transfert des combustibles irradiés et non irradiés stockés dans la piscines du réacteur n° 4. Il a été question de la dangerosité de l'état de cette piscine déjà plusieurs fois dans les informations depuis le 11 mars 2011. Les travaux de transfert des combustibles auraient démarré le 8 novembre. Ce serait des travaux des plus dangereux en termes de complexité technique. Il s'agit de mettre dans un étui spécial contenant de l'eau chaque combustible encore immergé dans la piscine de refroidissement au sommet de la centrale accidentée, de l'extraire à l'aide d'une grue adaptée et de le transporter dans une autre piscine de refroidissement au sol. Il y a 1 533 lots de combustibles en cours de refroidissement, dont 1 331 très irradiés. Ce processus est extrêmement délicat, compte tenu des risques divers de chute du combustible ou de l'eau, sans compter l'effondrement de la piscine en cas d'un nouveau séisme.

Encore un autre problème important, c'est les conditions de travail des ouvriers du nucléaire. Le vice-président de Tepco a avoué, il y a quelque temps, qu'il y a un manque crucial de travailleurs. La grande majorité des travailleurs du site, issus du département de Fukushima, ont dépassé la limite de la dose radioactive imposée par l'autorité. Ceux qui continuent à venir travailler sont ceux qui ont manipulé leur dosimètre, ou qui l'ont carrément changé. Pour remplacer cette main-d'oeuvre déjà contaminée, un système mafieux de sous-traitants s'est mis en place qui recrute aussi beaucoup de travailleurs étrangers, chinois, coréens, y compris

français, d'après une source confidentielle. Cette cascade de sous-traitants, jusqu'à 7, voire 10, embauchent des travailleurs non qualifiés sur le site et détournent une partie de leur salaire (ces ouvriers ne voient jamais la couleur des primes de risque promises par le gouvernement...). Idem pour les travailleurs de la « décontamination » hors du site.

La quasi-totalité des travaux actuels du site et de la décontamination sont confiés à des sociétés générales de construction comme Kashima, Ohbayashi, Taisei..., qui sont des constructeurs de centrales nucléaires. Elles gagnent pour la construction, et elles gagnent autant après l'accident.

Le coût des travaux de décontamination va dépasser 225 milliards d'euros (3 Billions de yens), mais ces travaux sont sans fin.

Situation politique

Après le gros mensonge patent du premier ministre japonais ABE devant la Commission internationale des jeux Olympiques qui a expliqué que la situation de Fukushima-daïichi est sous contrôle, l'attribution des jeux Olympiques de 2020 à Tokyo aura un rôle d'écran pour brouiller la vérité de Fukushima. La référence aux années 1930 en Allemagne du vice-premier ministre ASSOH Taro pour changer la Constitution donne une indication nette de ce qui se prépare, notamment une loi concernant la protection de secrets, afin de pouvoir bloquer des informations jugées confidentielles. Le climat n'est pas sans rappeler celui de l'époque totalitaire d'avant la dernière guerre mondiale. La situation politique est très dégradée parallèlement à celle du site de Fukushima-Daiichi.

Sous la pression américaine, le premier ministre ABE se précipite en même temps pour faire passer une loi pour instaurer un comité stratégique et de sécurité d'Etat au sein de son cabinet, en lui donnant un pouvoir important. Avec la prochaine loi de protection des secrets, qui passera bientôt devant la Chambre basse, ce gouvernement pourrait faire le forcing pour autoriser le redémarrage de plusieurs réacteurs. Il ne tient pas compte du tout de l'opinion majoritaire du peuple japonais souhaitant sortir du nucléaire, mais il veut faire redémarrer des réacteurs, exporter des centrales vers les pays d'Asie ou du Moyen-Orient. Les cinq compagnies d'électricité (Hokkaido, Kansai, Chubu, Shikoku, Kyushu) demandent à la commission de régulation l'autorisation de redémarrer 10 réacteurs.

Le lobby nucléaire international

Le gouvernement japonais travaille étroitement avec l'AIEA pour justifier les mesures de monitoring et de la décontamination qui ont été prises, et avec la CIPR pour justifier les normes concernant la radioprotection.

La question structurelle du lobby nucléaire international est très complexe, car ce n'est pas seulement le lobby industriel, celui-ci travaille étroitement avec des organisations internationales onusiennes, comme l'AIEA et l'UNSCEAR en liaison avec la CIPR. Cette sphère mondiale propulsant le développement nucléaire est extrêmement perverse, car les experts de radioprotection du monde entier sont formés par le seul modèle de la CIPR qui justifie finalement la position de l'AIEA, tant dans le cas de Tchernobyl que dans celui de Fukushima. Le résultat de ce qu'a fait l'AIEA à Tchernobyl c'est la négation des conséquences sanitaires globales et la

minimisation des dégâts.

Ce que l'organisation internationale est en train de faire à Fukushima, en collaboration avec les mêmes acteurs principaux du projet Ethos, Jacques Lochard et Thierry Schneider, c'est d'imposer la doctrine pronucléaire en niant le rôle de la radioactivité dans toutes les pathologies sauf certains cancers. La complicité de l'AIEA, de l'UNSCEAR et de la CIPR avec le gouvernement japonais est évidente. D'abord ils ont imposé la norme de 20 mSV/an pour tout le monde.

La CIPR a organisé cet été le sixième dialogue séminaire concernant le cas du village d'Iitâté ayant subi une retombée radioactive très forte et qui a été évacué, bien que situé à 40 km de la centrale explosée. Quand on lit attentivement le programme de ce séminaire, il semblerait que la CIPR tenterait d'élaborer un discours qui persuaderait la population de revenir dans son village, avec la complicité du maire actuel, SUGANO Norio, qui semble très pressé d'y revenir lui-même.

Par ailleurs, l'AIEA dirige le monitoring, la décontamination, l'enquête médicale en instaurant un système de secret d'information, dans un secteur où elle n'a pas de compétences.

L'AIEA a aussi l'intention de créer une base d'action en cas d'accident majeur en l'Asie de l'Est.

Une délégation d'experts de l'AIEA, pour donner des conseils aux travaux de décontamination et aux mesures de radioactivité dans la mer, a effectué une visite technique à Fukushima, début novembre. Le gouvernement japonais met les actions de l'AIEA en avant pour rassurer la population.

L'objectif principal de ce gouvernement est le retour des habitants dans la zone contaminée avec la norme entre 1 et 20 mSV/an. Or, les communes dans la zone de 20 km présente un niveau dépassant cette norme. La ville de Futaba est condamnée au non-retour ainsi que Namié et Iitâté.

Nouveauté citoyenne

Pour finir, je citerai une nouveauté dans les actions citoyennes, c'est la création d'une Commission citoyenne de l'énergie nucléaire, « Genshiryoku-shimin-iinkaï », par une dizaine d'experts, de scientifiques, d'universitaires, de citoyens militants. Le but de cette commission est de réfléchir à la sortie du Japon du nucléaire et à une politique alternative concrète. C'est la première fois que des citoyens arrivent à se regrouper dans un tel collectif pour proposer un choix politique différent face aux autorités. Ils ont formé quatre groupes de réflexion : 1) mesures à prendre dans les régions sinistrées et pour soutenir les victimes ; 2) gestion des déchets radioactifs et leurs traitements ; 3) processus pour aller au point zéro du nucléaire ; 4) Régulation et contrôle du nucléaire.

Ils ont trois objectifs. Premièrement, créer un espace de débat public, deuxièmement, proposer une politique pour construire une société sans nucléaire, et enfin troisièmement, présenter un rapport de la politique sans nucléaire. En octobre, ils ont publié leur premier rapport intermédiaire pour tenter de créer un espace de débat public le plus large possible. Ils souhaiteraient vivement provoquer des débats publics au moment où la population de Fukushima est condamnée au silence et à l'enfermement par un gouvernement qui fait tout pour redémarrer le nucléaire.